

Déclaration FSU pour le CDEN du 9 novembre 2023.

Nous sommes réunis ce jour principalement au sujet du bilan de rentrée dans l'Aube. Les chiffres présentés ne reflètent évidemment qu'une faible partie de notre réalité.

Réalité endeuillée une nouvelle fois le 13 octobre par l'attaque terroriste au couteau perpétrée contre plusieurs personnels d'un établissement d'Arras. Aujourd'hui encore, en France, en 2023, trois ans presque jour pour jour après l'assassinat de Samuel Paty, un professeur, notre collègue Dominique Bernard, peut être assassiné pour ce qu'il est et ce qu'il fait. C'est dramatique et insoutenable. L'école est devenue une cible pour ce qu'elle représente : un lieu d'émancipation par les savoirs, permettant à chaque élève d'entrevoir une porte, un avenir quel que soit son milieu d'origine. Cette idée est insupportable à celles et ceux qui sèment la terreur au nom de l'obscurantisme. Mais nous continuerons de porter cette idée d'une école émancipatrice pour toutes et tous parce que c'est bien ainsi que se construit l'avenir de la jeunesse et de notre pays.

Nous continuons à enseigner. Et à cette rentrée le droit à la formation, indispensable comme dans toute profession, est remis en cause. Soumettre ce droit à la possibilité de remplacement ou le placer hors du temps de service, c'est le vouer à la disparition. Placer le temps de formation pendant les vacances, lors de la pause méridienne, après 18h et le mercredi après-midi, non seulement c'est mépriser notre profession, notre temps de travail ne s'arrête pas à la salle de classe, mais c'est aussi renforcer les inégalités hommes femmes. Double constat qui peut être fait aussi avec le « pacte ».

A cette rentrée, plutôt que de recruter des personnels en nombre suffisant, le ministère fait le choix du « pacte ». L'obsession des Remplacements de Courte Durée est la mission prioritaire de ce « pacte », et cela en se moquant bien de la qualité des séances, le seul enjeu étant d'avoir un adulte devant chaque classe. Au final, c'est un échec dans la majorité des établissements. Avec le « pacte », le cœur de notre métier est doublement nié, d'une part parce que l'on estime qu'on peut y ajouter d'autres missions sans dégrader la qualité du service rendu et d'autre part, parce que notre travail ne mériterait pas une revalorisation à la hauteur des discours et promesses présidentielles. Ainsi la revalorisation dite « historique » que seuls certains d'entre nous ont eue se fait absorber par l'inflation...et une grande partie des collègues se retrouve même éligible à la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat de cette fin d'année.

Cette rentrée, c'est aussi le coup de chaud sur les établissements. Le bâti est majoritairement ancien, il n'est pas adapté aux préoccupations d'économies d'énergie et de maintien de températures correctes dans les salles. La canicule s'est maintenue jusqu'au mois d'octobre, les températures ont été souvent intenable dans les salles de cours d'autant plus que le nombre d'élèves y est important. Les malaises d'élèves n'ont jamais été aussi nombreux. Les risques liés à de telles températures peuvent être plus élevés pour certaines personnes en raison de leur état de santé ou encore pour les femmes enceintes, nous ne devons pas négliger ces situations. La durée de cette épisode caniculaire a pesé sur les organismes, avec épuisement physique et psychique. Une rénovation globale de nos bâtiments est une nécessité et doit devenir une priorité financière.

Cette rentrée c'est bien sûr la réforme permanente qui se poursuit. Destruction du lycée professionnel, disparition de la Technologie en 6ème, stages en seconde, service national universel...Mais quels sont les objectifs de cette déferlante ? Certainement pas de nous permettre de faire réussir nos élèves. Le résultat concret c'est plutôt l'épuisement et le doute sur le sens de notre métier.

Les chiffres présentés ce jour nous montrent une diminution du nombre d'élèves dans l'Aube. Ou plutôt, les chiffres présentés ce jour nous montrent une diminution du nombre d'élèves de l'enseignement public dans l'Aube. La perte de moyens va bien au-delà de cette légère baisse démographique. Depuis 2017 dans l'Aube, pour le 2d degré public, ce sont 22 divisions en moins en collège pour une baisse démographique de seulement 181 élèves. C'est 11 divisions de SEGPA supprimées. C'est un nombre d'élèves par classe toujours plus élevé avec notamment de nombreux niveaux à 29 ou 30 en collège et une norme à 36 en lycée. C'est aussi 67 postes de professeurs supprimés en collège, lycée et lycée professionnel. Nous attendons au contraire des moyens à la hauteur de la réalité du terrain, ainsi cette rentrée dans l'Aube, c'est aussi la rentrée que le réseau des Jacobins a refusé de faire.

Notre Ministère doit tenir ses engagements et permettre à l'École de rester émancipatrice. Pour cela une autre politique et une autre vision de l'éducation et de nos métiers est nécessaire.

Les représentants de la FSU AUBE au CDEN.